« Centrales villageoises Ener'Guil »
SOCIETE COOPERATIVE D'INTERET COLLECTIF
PAR ACTIONS SIMPLIFIEE, A CAPITAL VARIABLE
SIEGE : Arvieux-05
RCS en cours d'immatriculation

STATUTS

PREAMBULE

Contexte général

La SCIC AS Centrales villageoises Ener'Guil est issue de la transformation de l'association de préfiguration « Ener'Guil » créée en novembre 2014.

Cette SCIC et ses activités s'inscrivent dans les orientations de la Charte et du Plan Climat Energie du Parc naturel régional du Queyras. La création de l'association puis de la SCIC ont bénéficié de l'expérience du réseau des centrales villageoises de la région Rhône-Alpes, ainsi que du savoir-faire de Rhônalpénergie-Environnement, de l'Union régionale des SCOP PACA, du soutien de l'Europe et de l'appui technique du Parc naturel régional du Queyras.

Historique de la démarche

Au printemps 2014, le Parc du Queyras a impulsé une dynamique de projet sur le territoire du Queyras, à travers plusieurs réunions de sensibilisation et d'information concernant l'opportunité et la pertinence de créer des centrales de production d'électricité verte sur le territoire (photovoltaïque et hydroélectrique).

A partir de l'été 2014, deux groupes de travail rassemblant une vingtaine de citoyens, accompagnés par le Parc du Queyras, ont travaillé pendant plusieurs mois, l'un sur les aspects juridiques et administratifs du projet, l'autre sur les aspects techniques.

En novembre 2014, une association de préfiguration de la SCIC (le modèle juridique d'entreprise retenu pour associer citoyens et collectivités du territoire) est créée. Elle a pour objectif la finalisation de la SCIC, la collecte du capital, le portage des dossiers de demandes de subventions et des demandes de prêts, la passation des premiers contrats de raccordement avec ERDF.

Au printemps 2015, l'association devient SCIC AS. Celle-ci peut, sur la base de son capital, monter un budget d'investissement et initier les premiers travaux d'installation des centrales villageoises.

Finalité d'intérêt collectif de la SCIC

Une démarche territoriale, citoyenne et responsable :

L'intérêt collectif de la SCIC réside dans la production d'une énergie visant à compenser partiellement celle qui est consommée sur le territoire par les particuliers, les entreprises, les collectivités, ainsi que par les visiteurs de ce pays touristique.

Elle s'appuie de fait sur le **principe de développement durable du Queyras** et sur l'ambition de devenir un territoire à énergie positive d'ici à 2050.

Elle s'appuie également sur un **principe de développement local** et a vocation à créer des projets et de l'énergie localement. Les ressources nécessaires à l'élaboration du projet sont recherchées au maximum au niveau local : l'épargne, la mobilisation citoyenne, les savoir-faire, les matériaux, etc. Les retombées économiques des projets profiteront principalement au territoire (emploi, recettes de la vente d'énergie, image...).

Cette volonté de démocratie énergétique permet aux consommateurs d'énergie de **devenir acteurs coproducteurs**.

La participation des collectivités locales au capital de la SCIC est la garantie supplémentaire de **l'intérêt général du projet et de la pérennité de ses actions**.

Les valeurs et principes coopératifs

Le choix de la forme de société coopérative d'intérêt collectif constitue une adhésion à des valeurs coopératives fondamentales telles qu'elles sont définies par l'Alliance Coopérative Internationale avec notamment:

- la prééminence de la personne humaine ;
- la démocratie ;
- la solidarité;
- un sociétariat multiple ayant pour finalité l'intérêt collectif au-delà de l'intérêt personnel de ses membres ;
- l'intégration sociale, économique et culturelle, dans un territoire déterminé par l'objet social.

Le statut SCIC se trouve en parfaite adéquation, par son organisation et ses objectifs, avec le projet présenté ci-dessus.

TITRE I. FORME - DENOMINATION- DUREE - OBJET- SIEGE SOCIAL

Article 1 : Forme

Par acte sous seing privé du 14 novembre 2014, l'association de préfiguration « Ener'Guil » a été créée. **L'Assemblée Générale extraordinaire tenue le 15 juin 2015 a décidé la transformation en Société coopérative d'Intérêt collectif par actions simplifiée (SCIC AS) à capital variable**, dans le cadre de la procédure prévue par l'article 28bis de la loi du 10 septembre 1947, pour la forme

de société coopérative d'intérêt collectif par actions simplifiée à capital variable régie par les textes suivants :

- la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération, notamment le Titre II ter portant statut des SCIC et le décret n° 2002-241 du 21 février 2002 relatif à la société coopérative d'intérêt collectif;
- les articles L.231-1 à L.231-8 du Code de commerce applicables aux sociétés à capital variable
- le livre II du Code de commerce et particulièrement les dispositions relatives aux sociétés par actions simplifiées ainsi que le décret du 23 mars 1967 sur les sociétés commerciales codifié dans la partie réglementaire du Code de commerce.

Article 2 : Dénomination

La société a pour dénomination : **Centrales villageoises Ener'Guil**.

Tous actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots « Société coopérative d'Intérêt collectif par actions simplifiée à capital variable » ou du signe « SCICAS à capital variable ».

Article 3 : Durée

La durée de la société est fixée à 99 ans à compter du jour de l'immatriculation de la société au tribunal de commerce de GAP, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

Article 4 : Objet

L'intérêt collectif défini en préambule se réalise notamment à travers les activités suivantes :

Production d'énergie renouvelable sur le territoire des communes membres de la communauté de communes du Queyras et du Guillestrois et des communes avoisinantes.

Mobilisation de moyens financiers importants au service de cette activité : il s'agit de proposer un placement local, éthique et solidaire aux futurs coopérateurs en plus de leur implication humaine en tant qu'actionnaires.

Mise en place d'outils et d'actions pour la maîtrise des consommations d'énergies

Création de lien social en recherchant une large implication des citoyens du territoire. Il s'agit de créer tout autant de la plus-value humaine, sociale, environnementale et économique.

Apport d'idées et de conseils au service du territoire et toutes activités annexes, connexes ou complémentaires s'y rattachant directement ou indirectement (formation, publication), ainsi que toutes opérations civiles, commerciales, industrielles, mobilières, immobilières, de crédit, utiles directement ou indirectement à la réalisation de l'objet social, pour l'appropriation citoyenne des problématiques énergétiques au niveau local.

L'objet de la Société rend celle-ci éligible aux conventions, agréments et habilitations mentionnées à l'article 19 quinquies de la loi du 10 septembre 1947.

Article 5 : Siège social

Le siège social est fixé à :

Maison du Parc naturel régional du Queyras, la ville, 05350 Arvieux

Il peut être transféré en tout autre lieu par décision des associés statuant à la majorité requise pour la modification des statuts.

TITRE II. APPORT ET CAPITAL SOCIAL- VARIABILITE DU CAPITAL

Article 6 : Apports et capital social initial

Le capital social initial a été fixé à 82 550 euros divisé en 1651 parts de 50 euros chacune, non numérotées en raison de la variabilité du capital social et réparties entre les associés proportionnellement à leurs apports.

Apports en numéraire

Le capital est réparti entre les différents types d'associés de la manière suivante :

Catégorie « personnes contribuant directement ou indirectement au projet » :

Les producteurs de biens et de services que sont les propriétaires de toits

(Personnes physiques ou morales, privés et collectivités locales du périmètre d'action d'Ener'Guil défini à l'article 4 des présents statuts) - et/ou le(s) **salarié(s) de la SCIC**

Catégorie « bénéficiaires » :

Les consommateurs (Personnes physiques ou morales, associations, privés et collectivités locales du périmètre d'action d'Ener'Guil défini à l'article 4 des présents statuts).

Catégorie « soutiens » :

Ne consomme pas sur place l'électricité produite, ne produit pas.

Article 7 : Variabilité du capital

Le capital est variable. Il peut augmenter à tout moment, soit au moyen de souscriptions nouvelles effectuées par les associés, soit par l'admission de nouveaux associés.

Toute souscription de parts donne lieu à la signature d'un bulletin de souscription en deux exemplaires par l'associé.

Le capital peut diminuer à la suite de retraits, perte de la qualité d'associé, exclusions, décès et remboursements, dans les cas prévus par la loi et les statuts sous réserve des limites et conditions prévues ci-après.

Article 8 : Capital minimum

Le capital social ne peut être ni inférieur à un quart du capital initial, ni réduit du fait de remboursements au-dessous du quart du capital le plus élevé atteint depuis la constitution de la coopérative.

Par application de l'article 7 de la loi du 10 septembre 1947 modifié par la loi n° 2008-679 du 3 juillet 2008, les coopératives constituées sous forme de sociétés à capital variable régies par les articles L.231-1 et suivants du Code de commerce ne sont pas tenues de fixer dans leurs statuts le montant maximal que peut atteindre leur capital.

Article 9 : Parts sociales

9.1 Valeur nominale et souscription

La valeur des parts sociales est uniforme. Si elle vient à être portée à un chiffre supérieur à celui fixé à l'article 6, il sera procédé au regroupement des parts déjà existantes de façon telle que tous les associés demeurent membres de la coopérative.

Aucun associé n'est tenu de souscrire et libérer plus d'une seule part lors de son admission.

La responsabilité de chaque associé ou détenteur de parts est limitée à la valeur des parts qu'il a souscrites ou acquises.

Les parts sociales sont nominatives et indivisibles. La coopérative ne reconnaît qu'un propriétaire pour chacune d'elle.

9.2 Transmission

La transmission de parts sociales aux héritiers, en cas de décès d'un associé, s'effectuera à titre gratuit. Les héritiers auront la qualité d'associé après agrément du Conseil d'Administration. Les parts sociales ne peuvent en aucun cas être en indivision. Elles devront faire l'objet d'un partage dans un délai de 6 mois après le décès, à défaut les parts sociales seront cédées à la valeur nominale à la SCIC.

Article 10 : Nouvelles souscriptions

Le capital peut augmenter par toutes souscriptions effectuées par des associés qui devront, préalablement à la souscription et à la libération de leurs parts, obtenir l'autorisation du Conseil d'Administration et signer le bulletin cumulatif de souscription en deux originaux.

Le capital peut augmenter également par toutes souscriptions effectuées par des personnes physiques ou morales non encore associées et répondant aux critères des trois catégories d'associés. Elles devront préalablement à la souscription et à la libération de leurs parts, obtenir

l'autorisation du Conseil d'Administration et signer le bulletin cumulatif de souscription en deux originaux.

Article 11 : Annulation des parts

Les parts des associés retrayants, ayant perdu la qualité d'associé, exclus ou décédés sont annulées. Les sommes qu'elles représentent sont assimilées à des créances ordinaires et remboursées dans les conditions prévues à l'article 17.

Aucun retrait ou annulation de parts ne peut être effectué s'il a pour conséquence de faire descendre le capital social en deçà du seuil prévu à l'article 8.

TITRE III. ASSOCIES - ADMISSION - RETRAIT - NON-CONCURRENCE

Article 12 : Associés et catégories

12.1 Conditions légales

La loi précise que peut être associée d'une société coopérative d'intérêt collectif toute personne physique ou morale qui contribue par tout moyen à l'activité de la coopérative, notamment toute personne productrice de biens ou de services, tout salarié de la coopérative, toute personne qui bénéficie habituellement, à titre gratuit ou onéreux, des activités de la coopérative, toute personne physique souhaitant participer bénévolement à son activité ou toute personne publique.

La Société coopérative d'Intérêt collectif comprend au moins trois catégories d'associés, parmi lesquelles figurent obligatoirement :

- les salariés ou, en l'absence de personnes salariées au sein de la société, les personnes qui contribuent directement ou indirectement régulièrement à son activité,
- les producteurs de biens ou de services de la coopérative,
- les personnes qui bénéficient habituellement, à titre gratuit ou onéreux, des activités de la coopérative,
- la troisième catégorie est ouverte et dépend du choix des associés étant précisé que si ce choix se porte sur des collectivités territoriales, leurs groupements ou des établissements publics territoriaux, ces derniers pourront détenir ensemble jusqu'à 50% du capital de la coopérative.

La Société répond à ces obligations légales lors de la signature des statuts. Elle mettra tout en œuvre pour la respecter pendant l'existence de la Société.

Si, au cours de l'existence de la Société, l'une de ces trois catégories d'associés vient à disparaître, le Président devra convoquer l'Assemblée Générale extraordinaire afin de décider s'il y a lieu de régulariser la situation ou de poursuivre l'activité sous une autre forme coopérative.

12.2 Catégories

Les catégories sont des groupes de sociétaires qui ont un rapport de nature distincte aux activités

de la société. Leur rassemblement crée le multi sociétariat qui caractérise la Société. Ces catégories prévoient, le cas échéant, des conditions de candidature, de souscription, d'admission et de perte de qualité d'associé pouvant différer.

Les catégories sont exclusives les unes des autres.

La création de nouvelles catégories ainsi que la modification de ces catégories sont décidées par l'Assemblée Générale extraordinaire et constituent une modification des statuts.

Sont définies dans la Société Centrales villageoises Ener'Guil, les 3 catégories d'associés suivantes :

Catégorie des producteurs :

Les propriétaires de toits sur lesquels sont installés les panneaux photovoltaïques, personnes physiques ou morales du territoire. Particuliers en résidence principale ou secondaire, entreprises, associations, collectivités locales du périmètre d'action d'Ener'Guil défini à l'article 4 des présents statuts.

La production d'électricité d'origine hydroélectrique ou biomasse étant dans l'objet de la SCIC Centrales villageoises Ener'Guil, les propriétaires de ces outils de production (centrales) sont dans la catégorie producteurs.

Les éventuels salariés de la société sont dans la catégorie producteurs.

Catégorie des consommateurs :

L'électricité produite, même revendue à EDF, est injectée dans le réseau et consommée au plus proche. Les consommateurs sont donc les personnes physiques ou morales du territoire défini à l'article 4 des présents statuts:

- particuliers (résidents principaux propriétaires ou locataires, propriétaires de résidences
- secondaires),
- entreprises, associations
- collectivités locales du périmètre d'action d'Ener'Guil défini à l'article 4 des présents statuts.

Catégorie des soutiens au projet :

Toute autre personne physique ou morale qui n'est ni producteur local ni consommateur local de l'énergie produite par les centrales villageoises.

Un associé qui souhaiterait changer de catégorie doit adresser sa demande au Conseil d'Administration en indiquant de quelle catégorie il souhaiterait relever.

L'associé qui viendrait à perdre la qualité qui lui permettait de relever d'une catégorie mais qui désirerait rester associé doit adresser sa demande au Conseil d'Administration pour que celui-ci lui indique de quelle catégorie il peut alors relever, ou s'il quitte la société.

Le Conseil d'Administration est seul compétent pour décider du changement de catégorie.

Article 13 : Candidatures

Peuvent être candidates toutes les personnes physiques ou morales qui entrent dans l'une des catégories définies à l'article 12.2 et respectent les modalités d'admission prévues dans les statuts.

Article 14 : Admission des associés

Tout nouvel associé s'engage à souscrire et libérer au moins une part sociale lors de son admission. L'admission est régie par les dispositions décrites ci-dessous :

Lorsqu'une personne physique ou morale souhaite devenir associée, elle doit présenter sa candidature par courrier ou courriel. Un avis de réception du Conseil d'Administration sera envoyé en retour.

L'admission d'un nouvel associé est du seul ressort du Conseil d'Administration et s'effectue dans les conditions prévues pour les délibérations ordinaires. En cas de rejet de sa candidature, qui n'a pas à être motivé, le candidat peut renouveler celle-ci tous les ans.

Les parts sociales souscrites lors de l'admission d'un candidat au sociétariat doivent être intégralement libérées lors de la souscription. Le statut d'associé prend effet après agrément du Conseil d'Administration, sous réserve de la libération de la ou des parts souscrites dans les conditions statutairement prévues.

Le statut d'associé confère la qualité de coopérateur. Le conjoint d'un associé coopérateur n'a pas, en tant que conjoint la qualité d'associé et n'est donc pas coopérateur. Les mêmes dispositions sont applicables en cas de Pacs.

La candidature au sociétariat emporte acceptation des statuts et du règlement intérieur de la Société, s'il venait à en être établi un.

Article 15 : Perte de la qualité d'associé

La qualité d'associé se perd :

- par la démission de cette qualité, notifiée par écrit au Président et qui prend effet immédiatement, sous réserve des dispositions de l'article 11 ;
- par le décès de l'associé personne physique ;
- par la décision de liquidation judiciaire de l'associé personne morale ;
- par l'exclusion prononcée dans les conditions de l'article 16 ;
- par la perte de plein droit de la qualité d'associé dans les conditions définies ci-après :

La perte de qualité d'associé intervient de plein droit :

- lorsqu'un associé cesse de remplir l'une des conditions requises à l'article 12 ;
- pour l'associé salarié ou producteur du service à la date de la cessation de son contrat de travail, quelle que soit la cause de la rupture de son contrat. Néanmoins, s'il souhaite rester associé et dès lors qu'il remplit les conditions de l'article 12, le salarié ou producteur

du service pourra demander un changement de catégorie d'associés au Conseil d'Administration, seul compétent pour décider du changement de catégorie et qui devra se prononcer avant la fin du préavis ;

- pour toute association loi 1901 n'ayant plus aucune activité ;
- Lorsque l'associé qui n'a pas été présent ou représenté à 3 Assemblées Générales ordinaires annuelles consécutives, n'est ni présent, ni représenté lors de l'Assemblée Générale ordinaire suivante, soit après 4 ans d'absence. Le Conseil d'Administration devra avertir l'associé en cause des conséquences de son absence au plus tard lors de l'envoi de la convocation à ce Conseil d'Administration. Cet avertissement sera communiqué par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Sous réserve de cette information préalable, la perte de la qualité d'associé intervient dès la clôture du Conseil d'Administration.

Dans tous les cas, la perte de plein droit de la qualité d'associé est constatée par le Conseil d'Administration qui en informe le(s) intéressé(s) par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Les dispositions ci-dessus ne font pas échec à celles de l'article 8 relatives au capital minimum.

Lors de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice, le président communique un état complet du sociétariat indiquant notamment le nombre des associés de chaque catégorie ayant perdu la qualité d'associé.

Article 16 : Exclusion

L'assemblée des associés statuant dans les conditions fixées pour la modification des statuts, peut toujours exclure un associé qui aura causé un préjudice matériel ou moral à la société. Le fait qui entraîne l'exclusion est constaté par le Conseil d'Administration qui est habilité à demander toutes justifications à l'intéressé nonobstant l'application de l'article 18 relatif à l'obligation de non-concurrence.

Une convocation spécifique doit être préalablement adressée à l'intéressé afin qu'il puisse présenter sa défense. L'absence de l'associé lors de l'assemblée est sans effet sur la délibération de l'assemblée. L'assemblée apprécie librement l'existence du préjudice.

La perte de la qualité d'associé intervient dans ce cas à la date du Conseil d'Administration qui a prononcé l'exclusion.

Article 17 : Remboursement des parts des anciens associés et remboursements partiels des associés

17.1 Montant des sommes à rembourser

Le montant du capital à rembourser aux associés dans les cas prévus aux articles 15 et 16, est arrêté à la date de clôture de l'exercice au cours duquel la perte de la qualité d'associé est devenue définitive ou au cours duquel l'associé a demandé un remboursement partiel de son capital social.

Les associés n'ont droit qu'au remboursement du montant nominal de leurs parts, sous déduction des pertes éventuelles apparaissant à la clôture de l'exercice.

Pour le calcul de la valeur de remboursement de la part sociale, les pertes s'imputent pour partie sur les réserves statutaires et pour partie sur le capital. Le montant des pertes à imputer sur le capital se calcule selon la formule suivante :

Perte x [(capital / (capital + réserves statutaires)).

le capital à retenir est celui du dernier jour de l'exercice auquel a été réintégré le capital des associés sortants ;

les réserves statutaires sont celles inscrites au bilan au dernier jour de l'exercice.

17.2 Pertes survenant dans le délai de 5 ans

S'il survenait dans un délai de cinq années suivant la perte de la qualité d'associé, des pertes se rapportant aux exercices durant lesquels l'intéressé était associé de la coopérative, la valeur du capital à rembourser serait diminuée proportionnellement à ces pertes. Au cas où tout ou partie des parts de l'ancien associé auraient déjà été remboursées, la coopérative serait en droit d'exiger le reversement du trop-perçu.

17.3 Ordre chronologique des remboursements et suspension des remboursements

Les remboursements ont lieu dans l'ordre chronologique où ont été enregistrées les pertes de la qualité d'associé ou la demande de remboursement partiel.

Ils ne peuvent avoir pour effet de réduire le capital à un montant inférieur au minimum prévu à l'article 8. Dans ce cas, l'annulation et le remboursement des parts ne sont effectués qu'à concurrence de souscriptions nouvelles permettant de maintenir le capital au moins à ce minimum.

17.4 Délai de remboursement

Les anciens associés et leurs ayants-droits ne peuvent exiger, avant un délai de 5 ans, le règlement des sommes leur restant dues sur le remboursement de leurs parts, sauf décision de remboursement anticipé prise par le Conseil d'Administration. Le délai est précompté à compter de la date de la perte de la qualité d'associé ou de la demande de remboursement partiel.

Le montant dû aux anciens associés ou aux associés ayant demandé un remboursement partiel ne porte pas intérêt.

17.5 Remboursements partiels demandés par les associés

La demande de remboursement partiel est faite auprès du président par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou remise en main propre contre décharge.

Les remboursements partiels sont soumis à autorisation préalable du Conseil d'Administration. Ils ne peuvent concerner que la part de capital excédant le minimum statutaire de souscription prévu à l'article 14.2 des présents statuts.

TITRE IV. ADMINISTRATION ET DIRECTION

Article 18 : Président

18.1 Nomination

Le Conseil d'administration élit parmi ses membres un président, personne physique âgée de 75 ans maximum. Lorsqu'en cours de mandat il atteint la limite d'âge, il est réputé démissionnaire d'office et remplacé.

18.2 Durée du mandat du président

Le président est choisi par les associés membres du Conseil d'Administration pour une durée de 4 ans renouvelable. Ses fonctions prennent fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale ordinaire annuelle tenue dans l'année au cours de laquelle expire son mandat.

18.3 Révocation

La révocation peut être décidée à tout moment par le Conseil d'Administration, à la majorité. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle ne peut cependant donner lieu à des dommages et intérêts.

18.4 Pouvoirs du Président

Le président dispose de tous les pouvoirs nécessaires pour agir en toutes circonstances au nom de la coopérative dans les limites de son objet social sous la réserve des pouvoirs conférés à l'assemblée des associés par la loi et les statuts.

18.5 Rémunération du président

Le président ne sera pas rémunéré au titre de ses fonctions. Toutefois il aura droit au remboursement des frais occasionnés dans l'exercice de ses fonctions sur présentation des justificatifs

18.6 Délégation

Dans le cas où le président serait dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions (absence, maladie...), il peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à un administrateur. Cette délégation doit toujours être donnée pour un temps limité.

Si le président est dans l'incapacité d'effectuer lui-même cette délégation, le conseil d'administration peut y procéder dans les mêmes conditions.

Le président ou le conseil d'administration peut en outre confier tous mandats spéciaux à toute

personne appartenant ou non au conseil d'administration.

Article 19 : Conseil d'administration

19.1 Désignation

La SCIC AS Centrales villageoises Ener'Guil est dotée d'un Conseil d'Administration composé de 5 à 15 associés désignés par l'Assemblée Générale.

19.2 Rôle du CA

1

Le conseil d'administration a une mission de contrôle, de régulation à posteriori. Il veille à la bonne mise en œuvre des orientations définies par l'Assemblée Générale. Il prend les décisions suivantes :

- élection du président
- agrément de prise et cession de parts
- nomination, révocation, détermination des pouvoirs
- autorisation de cautions, avals et garanties,
- autorisation de toutes conventions intervenues entre la Société Centrales villageoises Ener'Guil et un dirigeant

Le président devra obtenir l'agrément du Conseil d'Administration à la majorité relative (51 % des suffrages exprimés de façon directe ou par représentation) pour :

- prendre ou accorder des prêts et ou crédits en dehors de la marche normale des affaires réaliser, dès lors que l'opération dépasse 2000 € TTC, toute acquisition ou transfert de valeurs mobilières ou de fonds de commerce, toute location gérance, apport en nature,
- conclure modifier résilier les contrats autres que ceux conclus dans le cadre de la marche normale des affaires ou tout autre contrat ayant une durée supérieure à un an initier un contentieux et conclure un accord transactionnel
- consentir toute sûreté, nantissement sur un actif de la société en faveur d'un tiers
- changer les méthodes comptables en vigueur au sein de la société.

19.3 Durée des fonctions du CA

La durée de fonction des administrateurs est de 4 ans.

Les membres sont rééligibles. Ils sont révocables à tout moment par les associés, lors d'une Assemblée Générale extraordinaire.

En cas de vacance par suite de décès ou de démission, et à condition que trois membres au moins soient en exercice, le conseil peut pourvoir au remplacement du membre manquant en cooptant un nouvel administrateur du même collège pour le temps qui lui restait à courir. Le choix du conseil doit être soumis à la ratification de la prochaine Assemblée Générale.

Si le nombre des administrateurs devient inférieur à trois, les administrateurs restants doivent réunir immédiatement l'Assemblée Générale ordinaire en vue de compléter l'effectif du conseil.

19.4 Réunions du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration se réunit au moins 2 fois par an.

Il est convoqué par tout moyen, par son président ou par la moitié de ses membres.

Il peut valablement se tenir avec l'utilisation des moyens de télécommunication. Les membres ayant donné pouvoir sont considérés comme présents pour le calcul du quorum et de la majorité.

Un membre du CA absent peut se faire représenter par un autre membre du CA.

Le nombre de pouvoirs détenus par un administrateur est limité à deux.

Les décisions du CA sont prises à la majorité des membres présents ou représentés.

En cas d'égalité de voix, la voix du président est prépondérante.

19.5 Rémunération des membres du Conseil d'Administration

Les membres du Conseil d'Administration ne seront pas rémunérés au titre de leurs fonctions. Toutefois ils auront droit au remboursement des frais occasionnés dans l'exercice de leurs fonctions sur présentation des justificatifs.

TITRE V. ASSEMBLEES GENERALES

Article 20 : Nature des assemblées

Les Assemblées Générales sont : ordinaire annuelle, ordinaire réunie extraordinairement, ou extraordinaire.

Sur proposition du Conseil d'Administration, le président fixe les dates, lieux de réunion et ordre du jour des différentes assemblées.

Article 21 : Dispositions communes et générales

21.1 Composition

L'Assemblée Générale se compose de tous les associés y compris ceux admis au sociétariat au cours de l'assemblée dès qu'ils auront été admis à participer au vote.

La liste des associés est arrêtée par le Conseil d'Administration le 16^{ème} jour qui précède la réunion de l'Assemblée Générale.

21.2 Convocation et lieu de réunion

Les associés sont convoqués par le président, sur proposition du Conseil d'Administration.

A défaut d'être convoquée par le Conseil d'Administration, l'assemblée peut également être convoquée par :

- les commissaires aux comptes ;
- un mandataire de justice désigné par le tribunal de commerce statuant en référé, à la demande, soit de tout intéressé en cas d'urgence, soit d'un ou plusieurs associés réunissant au moins 5 % du capital social ;

- un administrateur provisoire ;
- le liquidateur.

La première convocation de toute Assemblée Générale est faite par lettre simple ou courrier électronique adressé aux associés quinze jours au moins à l'avance. Sur deuxième convocation, le délai est d'au moins dix jours.

La convocation électronique est subordonnée à l'accord préalable des associés et à la communication de leur adresse électronique. Il est possible de revenir à tout moment sur cet accord en informant le Conseil d'Administration par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Les délais ne tiennent pas compte du jour de l'envoi de la lettre.

La lettre de convocation mentionne expressément les conditions dans lesquelles les associés peuvent voter à distance.

Les convocations doivent mentionner le lieu de réunion de l'assemblée. Celui-ci peut être le siège de la société ou tout autre local situé dans le même département, ou encore tout autre lieu approprié pour cette réunion.

En cas de convocation par un commissaire aux comptes, par un mandataire de justice ou par les liquidateurs, l'assemblée est présidée par celui ou par l'un de ceux qui l'ont convoquée.

21.3 Ordre du jour

L'ordre du jour est arrêté par le président.

Il y est porté les propositions émanant du Conseil d'Administration et les points ou projets de résolution qui auraient été communiqués vingt-cinq jours au moins à l'avance par un ou plusieurs associés, représentant seul ou ensemble au moins 5 % du capital social.

21.4 Feuille de présence

Il est tenu une feuille de présence comportant les noms, prénoms et domicile des associés, le nombre de parts sociales dont chacun d'eux est propriétaire et donc le nombre de voix dont ils disposent. Elle est signée par tous les associés présents, tant pour eux-mêmes que pour ceux qu'ils peuvent représenter. Elle est certifiée par le bureau de l'assemblée, déposée au siège social et communiquée à tout requérant.

21.5 Délibérations

Il ne peut être délibéré que sur les questions portées à l'ordre du jour. Néanmoins, l'assemblée peut, à tout moment, révoquer un ou plusieurs administrateurs et procéder à leur remplacement, même si la question n'est pas inscrite à l'ordre du jour.

21.6 Modalités de votes

La nomination des membres du Conseil d'administration et pour toutes les autres questions il est procédé à des votes à main levée, sauf si la majorité de l'Assemblée décide qu'il y a lieu de voter à bulletins secrets.

21.7 Droit de vote

Chaque associé a droit de vote dans toutes les assemblées avec une voix. Les abstentions, les votes blancs et les bulletins nuls ne sont pas comptabilisés.

21.8 Procès-verbaux

Les délibérations des assemblées générales sont constatées par des procès-verbaux établis par les membres du CA et signés par eux.

Ils sont portés sur un registre spécial tenu au siège social dans les conditions réglementaires. Si, à défaut du quorum requis, une assemblée ne peut délibérer régulièrement, il en est dressé procès-verbal par le bureau de la dite assemblée

21.9 Effet des délibérations

L'Assemblée Générale régulièrement convoquée et constituée représente l'universalité des associés et ses décisions obligent même les absents, incapables ou dissidents.

21.10 Pouvoirs

Un associé empêché de participer personnellement à l'Assemblée Générale ne peut se faire représenter que par un autre associé. Chaque associé ne peut détenir que deux pouvoirs.

Article 22 : Assemblée Générale ordinaire

22.1 Quorum et majorité

Le quorum requis pour la tenue d'une Assemblée Générale ordinaire est:

- sur première convocation, du cinquième des associés ayant droit de vote. Les associés ayant donné procuration sont considérés comme présents.
- si ce quorum n'est pas atteint, une deuxième assemblée est convoquée. Elle délibère valablement, quel que soit le nombre d'associés présents ou représentés, mais seulement sur le même ordre du jour.

Les délibérations sont prises à la majorité des voix des associés présents ou représentés.

22.2 Assemblée Générale ordinaire annuelle

22.2.1 Convocation

L'Assemblée Générale ordinaire annuelle se tient dans les six mois de la clôture de l'exercice.

22.2.2 Rôle et compétence

L'Assemblée Générale ordinaire prend toutes les décisions autres que celles qui sont réservées à la compétence du Conseil d'Administration par la loi et les présents statuts.

Elle exerce les pouvoirs qui lui sont conférés par la loi et notamment :

- approuve ou redresse les comptes,
- fixe les orientations générales de la coopérative,
- élit les membres du Conseil d'Administration et peut les révoquer (selon les conditions de l'article 19.3),
- approuve les conventions réglementées,
- désigne les commissaires aux comptes

22.3 L'Assemblée Générale Ordinaire réunie extraordinairement

L'Assemblée Générale Ordinaire réunie extraordinairement examine les questions dont la solution ne souffre pas d'attendre la prochaine Assemblée Générale annuelle.

Article 23 : Assemblée Générale extraordinaire

23.1 Quorum et majorité

Le quorum requis pour la tenue d'une AG extraordinaire est, en application des dispositions de l'article L.225-96 du Code de commerce et des dispositions statutaires permettant de fixer un quorum plus élevé :

- sur première convocation, du tiers des associés ayant droit de vote. Les associés ayant donné procuration sont considérés comme présents.
- si ce quorum n'est pas atteint, une nouvelle assemblée peut délibérer valablement si le quart des associés ayant droit de vote sont présents ou représentés à l'assemblée.

A défaut de ce quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée de deux mois au plus en continuant d'obéir aux mêmes règles de convocation et de quorum.

Les délibérations de l'AG extraordinaire sont prises à la majorité des deux tiers des voix exprimées.

23.2 Rôle et compétence

L'assemblée Générale extraordinaire des associés a seule compétence pour modifier les statuts de la Société. Elle ne peut augmenter les engagements des associés sans leur accord unanime.

L'Assemblée Générale extraordinaire peut:

- exclure un associé qui aurait causé un préjudice matériel ou moral à la coopérative,
- modifier les statuts de la coopérative,
- transformer la Société en une autre société coopérative ou décider sa dissolution anticipée ou sa fusion avec une autre société coopérative,

- créer de nouvelles catégories d'associés.
- modifier les droits de vote de chaque collègue de vote, ainsi que la composition et le nombre des collègues.

TITRE VI. COMMISSAIRES AUX COMPTES - REVISION COOPERATIVE

Article 24 : Commissaires aux comptes

Conformément aux dispositions des articles L 227-9-1 et R227 du code de commerce, la société est tenue de désigner au moins un commissaire aux comptes si elle dépasse à la clôture d'un exercice social, deux des seuils prévus par la loi.

La durée des fonctions des commissaires est de six exercices. Elles sont renouvelables.

Article 25 : Révision coopérative

La coopérative fera procéder à la révision coopérative prévue par les dispositions de l'article 19 duodecimes de la loi n°47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération. Cette révision aura lieu avant l'Assemblée Générale afin que le rapport y soit présenté.

TITRE VII. COMPTES SOCIAUX - EXCEDENTS – RESERVES

Article 26 : Exercice social

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre. Par exception, le premier exercice débutera à compter de la date de transformation de l'association en SCIC pour se clôturer le 31 décembre 2015

Article 27 : Documents sociaux

L'inventaire, le bilan, le compte de résultats de la coopérative sont présentés à l'assemblée en même temps que les rapports du Président.

Conformément à l'article R.225-89 du Code de commerce, à compter de la convocation de l'Assemblée Générale ordinaire annuelle et au moins pendant le délai de 15 jours qui précède la date de réunion, tout associé a le droit de prendre connaissance de certains documents au siège social ou au lieu de la direction administrative, et notamment :

- le bilan ;
- le compte de résultat et l'annexe ;
- les documents annexés le cas échéant à ces comptes ;
- le rapport de révision coopérative
- un tableau d'affectation de résultat précisant notamment l'origine des sommes dont la distribution est proposée.

Ces documents sont mis à la disposition des commissaires aux comptes (s'il y en a un) un mois au moins avant la date de convocation de l'Assemblée générale ordinaire annuelle. Ils sont présentés à cette assemblée en même temps que les rapports du Président et des commissaires aux comptes.

Jusqu'au cinquième jour inclusivement avant l'assemblée, l'associé peut demander que les mêmes documents lui soient adressés.

Article 28 : Excédents

Les excédents sont constitués par les produits de l'exercice majorés des produits exceptionnels et sur exercices antérieurs et diminués des frais, charges, amortissements, provisions et impôts afférents au même exercice, ainsi que des pertes exceptionnelles ou sur exercices antérieurs et des reports déficitaires antérieurs.

L'assemblée des associés est tenue de respecter la règle suivante :

- 15 % sont affectés à la réserve légale, qui reçoit cette dotation jusqu'à ce qu'elle soit égale au montant le plus élevé atteint par le capital ;
- 50 % <au minimum> des sommes disponibles après la dotation à la réserve légale sont affectés à une réserve statutaire ;

Au-delà de 3 ans il peut être distribué un intérêt aux parts sociales dont le montant sera déterminé par l'Assemblée Générale et qui ne peut excéder les sommes disponibles après dotations aux réserves légale et statutaire. Il ne peut être supérieur au taux moyen de rendement des obligations des sociétés privées publié par le ministère chargé de l'économie en vigueur. Toutefois, les subventions, encouragements et autres moyens financiers versés à la Société par les collectivités publiques, leurs groupements et les associations ne sont pas pris en compte pour le calcul de l'intérêt versé aux parts sociales et, le cas échéant, des avantages ou intérêts servis en application des articles 11 et 11bis de la loi du 10 septembre 1947.

Les parts sociales ouvrant droit à rémunération sont celles qui existaient au jour de la clôture de l'exercice et qui existent toujours à la date de l'Assemblée Générale ordinaire annuelle.

Les intérêts attachés aux parts sociales seront distribués à la demande du sociétaire et ne pourront être versés que dans la mesure où ils atteignent une somme cumulée d'un montant de 10 euros.

Article 29 : Impartageabilité des réserves

Quelle que soit leur origine ou leur dénomination, les réserves ne peuvent jamais être incorporées au capital et donner lieu à la création de nouvelles parts ou à l'élévation de la valeur nominale des parts, ni être utilisées pour libérer les parts souscrites, ni être distribuées, directement ou indirectement, au cours de la vie de la coopérative ou à son terme, aux associés ou travailleurs de celle-ci ou à leurs héritiers et ayants droit.

Les dispositions de l'article 15, des 3^{ème} et 4^{ème} alinéas de l'article 16 et l'alinéa 2 de l'article 18 de la loi 47-1775 du 10 septembre 1947 ne sont pas applicables à la Société.

TITRE VIII. DISSOLUTION - LIQUIDATION – CONTESTATION

Article 30 : Perte de la moitié du capital social

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, l'actif net devient inférieur à la moitié du capital social, l'Assemblée Générale doit être convoquée à l'effet de décider s'il y a lieu de prononcer la dissolution de la coopérative ou d'en poursuivre l'activité. La résolution de l'assemblée fait l'objet d'une publicité.

Article 31 : Expiration de la coopérative – Dissolution

A l'expiration de la coopérative, si la prorogation n'est pas décidée, ou en cas de dissolution anticipée, l'Assemblée Générale règle la liquidation conformément à la loi et nomme un ou plusieurs liquidateurs investis des pouvoirs les plus étendus.

Après l'extinction du passif et paiement des frais de liquidation et, s'il y a lieu, des répartitions différées, les associés n'ont droit qu'au remboursement de la valeur nominale de leurs parts, sous déduction, le cas échéant, de la partie non libérée de celles-ci.

Le boni de liquidation sera attribué par décision de l'Assemblée Générale soit à d'autres coopératives ou unions de coopératives, soit à des œuvres d'intérêt général ou professionnel.

Article 32 : Arbitrage

Toutes contestations qui pourraient s'élever au cours de la vie de la coopérative ou de sa liquidation, soit entre les associés ou anciens associés et la coopérative, soit entre les associés ou anciens associés eux-mêmes, soit entre la coopérative et une autre société coopérative d'intérêt collectif ou de production, au sujet des affaires sociales, notamment de l'application des présents statuts et tout ce qui en découle, ainsi qu'au sujet de toutes affaires traitées entre la coopérative et ses associés ou anciens associés ou une autre coopérative, seront soumises à l'arbitrage de la commission d'arbitrage de la CG SCOP, sous réserve de l'adhésion de la société à la Confédération Générale des SCOP.

Les sentences arbitrales sont exécutoires, sauf appel devant la juridiction compétente.

Pour l'application du présent article, tout associé doit faire élection de domicile dans le département du siège et toutes assignations ou significations sont régulièrement données à ce domicile. A défaut d'élection de domicile, les assignations et significations sont valablement faites au parquet de Monsieur Le Procureur de la République, près le tribunal de grande instance du siège de la coopérative.

Pour exécution

Le Président

Célestin FOURNIER